



Le 2 mars, des salariés de Luxfer occupaient toujours l'usine de Gerzat (Puy-de-Dôme), la dernière en France à produire des bouteilles d'oxygène à usage médical.

PHOTOS : PASCAL AIMAR/TENDANCE FLOUE



mais aussi à Bercy, où l'on déclare laconiquement que les dirigeants « s'y sont objectivement mal pris ». Axel Peronczyk se souvient bien du jour de 2018 où le patron a réuni le personnel dans le réfectoire : « On nous a annoncé ça à brûle-pourpoint. Sans préavis. Quelques-uns l'ont même appris par la presse locale. Il y a eu des cris, des pleurs. L'un des salariés venait de Florange, un autre de Lipton; pour certains, c'était le troisième plan social. La direction nous a juste expliqué qu'ils avaient des problèmes de compétitivité. »

« NE VOUS PLAIGNEZ »

Le lendemain, l'ensemble du personnel débraye pour deux semaines. Pendant ce temps, du côté de Luxfer Gas Cylinders, au Royaume-Uni, on fête joyeusement la fin d'une année florissante. A Noël, les salariés de Gerzat ont même la surprise de voir arriver par mail une carte de vœux leur souhaitant, en anglais, de très heureuses vacances. Sous la photo d'un aréopage de dirigeants hilares, un texte euphorique du PDG se conclut par cette phrase : « Je suis persuadé que nos meilleures années sont devant nous. » Ulcérés mais pas découragés, les salariés se mobili-

sent alors autour d'un nouveau projet. « S'ils ont pensé qu'on allait se laisser faire, ils se sont mis le doigt dans l'œil, rigole Axel Peronczyk. Ils sont tombés sur des Auvergnats. » Plutôt que d'accepter sans broncher le plan de sauvegarde de l'emploi (PSE) proposé par Luxfer, une centaine d'entre eux forment des groupes de travail pour présenter un business plan de leur cru, avec l'aide d'experts-comptables. Soumis à la direction le 29 janvier 2019, ce document promet qu'avec la moitié de l'investissement prévu pour le PSE, la société pourrait multiplier ses gains par trois. « Nous avions repensé toute l'organisation, se souvient le syndicaliste. Ça nous faisait drôle d'aller dire à nos patrons comment mieux s'engraisser, mais c'était ça ou attendre d'être mangés. »

Treize jours plus tard, la direction britannique se déplace à Gerzat. Comme en novembre 2018, le personnel est convoqué dans le réfectoire; mais cette fois, toutes les issues sont fermées. Quand la réponse tombe, elle est sans appel: c'est non. La déception est immense. D'autant que Ian Parker, vice-président de Luxfer Gas Cylinders, ne ménage pas les susceptibilités. Une scène, en particu-

lier, a marqué Frédéric Vigier, fils de Gérard et délégué CFDT, dix-huit ans de Luxfer : « Face à notre incompréhension, il a répondu que c'était notre faute si nous ne nous étions pas donné un peu plus de peine pour avoir des diplômes. Comme lui... » Selon plusieurs témoins encore, M. Parker aurait ajouté : « Ne vous plaignez, vous avez de la chance: vous êtes en France, vous toucherez le chômage. »

La réaction ne se fait pas attendre et elle durera six semaines: non seulement la totalité des salariés cesse le travail, à l'exception des cadres, mais l'usine est entièrement bloquée. Luxfer propose des indemnités de départ d'abord faibles (0,3 % du salaire brut mensuel par année d'ancienneté), puis plus importantes, jusqu'à 47 000 euros par personne. Pas convaincus, les représentants du personnel refusent, puis refusent encore et finissent par se mettre à chercher eux-mêmes un repreneur, en dépit des nombreuses difficultés. Car Luxfer Gas Cylinders entend visiblement barrer la route à tout concurrent potentiel. Pas question, donc, de vendre à quelqu'un qui poursuivrait l'activité bouteilles sur le site de Gerzat.

« FOSSOYEUR » ET « BANDES DE CONS »

« On n'avait pas l'air d'industriels quand on s'adressait à d'éventuels repreneurs, mais notre comptable nous avait bien formés, explique Axel Peronczyk. On s'est fait rembarquer un nombre incalculable de fois, jusqu'au jour où on a trouvé un groupe chinois, Hangzhou Jinjiang. Un gros fabricant d'aluminium qui voulait faire de l'aéronautique et de l'armement. Il reprenait 80 salariés. » Las! De soudains revers financiers s'abattent sur ladite société, qui lâche finalement la rampe et disparaît du paysage. En parallèle, les différents déplacements des représentants syndicaux à Bercy, dont un avec le maire de Gerzat, au volant de sa voiture personnelle, ne donnent rien. « A chaque fois, c'était l'impuissance, souligne Axel Peronczyk. Un haut fonctionnaire nous a même dit ne rien pouvoir faire face à des propriétaires qui se comportaient comme des enfants de 10 ans et cassaient leur jouet. » Ce jour-là, les membres de la délégation prennent une cuite au whisky dans le train qui les ramène de Paris.

A deux jours de la date limite, le 28 mars 2019, les syndicats finissent par signer le PSE, de peur que leurs collègues ne pâtissent de ce bras de fer. Le gros des licenciements aura lieu en juin, puis dans les mois suivants pour les dix salariés protégés, les cadres et quelques ouvriers chargés de mettre les locaux en veille. Mais l'usine, elle, ferme brusquement fin avril. « Les vestes étaient encore sur les portemanteaux, les outils abandonnés, on n'a même pas eu le temps de saluer les collègues », relate avec amertume un ancien de Luxfer.

Fin de l'histoire? Pas du tout. Comme un feu renaissant obstinément de ses cendres, les anciens salariés se mobilisent encore une fois. A peine licenciés, une soixantaine d'entre eux passent trois mois à plancher sur un projet de société coopérative et participative (SCOP) alimenté par leurs indemnités, mais aussi des prêts et des subventions. En vain: nouveau refus des « Anglais ». Cette fois, personne ne s'est déplacé. La rencontre a lieu par visioconférence, le 20 décembre 2019. Selon les représentants syndicaux, la direction n'accepte même pas d'examiner le projet.

Pendant ce temps, à Gerzat, l'atmosphère est devenue irrespirable. Les relations entre les salariés et la direction, qui s'étaient envenimées depuis l'annonce de la fermeture, ont rapidement tourné à l'aigre. Au point qu'en mars 2019, le bureau du directeur passe par la fenêtre et quelques meubles sont endommagés. Les dirigeants accusent les ouvriers de comportements violents, se font escorter par des gardes du corps et entreprennent, affirmant certains salariés, d'espionner les représentants syndicaux. A l'automne suivant,

dans les couloirs d'une usine déserte où les derniers ouvriers croisent une direction bien décidée à en finir, les choses empirent. D'après des témoins, Guy Leblond, dernier « manager de transition » (le personnel disait plutôt « fossoyeur »), traite les salariés protégés de « bandes de cons » quand ils passent sous ses fenêtres, avant de les filmer avec son téléphone. Sollicité par *Le Monde*, M. Leblond n'a pas répondu.

« LE BOUCHER DE NOTTINGHAM »

Il n'est pas le seul: la direction de Luxfer oppose un silence de plomb à toutes les demandes d'explications. A la presse, bien sûr, mais aussi aux élus et aux hauts fonctionnaires du ministère de l'économie et des finances, qui ont attendu trois semaines avant de recevoir un courrier banal, signé par un « troisième couteau ». Le PDG de la branche dont dépend le site de Gerzat, Andy Butcher – les ouvriers l'appelaient « le boucher de Nottingham » –, est aux abonnés absents. Jean-François Faye, premier des « managers de transition » mis en place pour organiser la fermeture, en 2019, confirme : « La politique de Luxfer est de ne pas communiquer du tout. »

Restent donc des hypothèses. Pourquoi les dirigeants britanniques ont-ils décidé de se débarrasser de ce site bénéficiaire, où s'élabore un produit haut de gamme? A Gerzat et même à Bercy, personne n'a vraiment compris. « Sans doute ont-ils voulu maximiser leurs profits pour rémunérer leurs actionnaires », avance la députée Christine Pirès-Beaune. Frédéric Vigier, le délégué CFDT, estime, lui aussi, que le site a été « victime d'une stratégie financière », destinée à satisfaire les fonds de pension. Axel Peronczyk va plus loin : « Ils ont pris le marché à la gorge. Comme plus personne ne fabrique de "types 3", ils en profitent pour vendre plus cher les produits de la gamme en dessous: + 12 % dès juin 2019. » De son côté, Agnès Pannier-Runacher, secrétaire d'Etat auprès du ministre de l'économie et des finances, se montre plus prudente : « Nous comprenons que c'est une situation de concurrence accrue et de surcapacité qui a guidé la décision de Luxfer... »

Selon elle, le marché de l'oxygène médical était excédentaire en 2018-2019. « Actuellement, affirme-t-elle, il y a 200 000 bouteilles en circulation dans notre pays. » Du reste, ajoute-t-elle, « même dans la période de crise que nous traversons, il n'y a pas eu de tensions particulières sur ces produits ». Reste la question de l'indépendance en matière d'approvisionnement. Air liquide, dont l'activité consiste à remplir les bouteilles, n'a plus aujourd'hui aucun fournisseur en Europe communautaire. En dehors de Luxfer, seules deux entreprises, l'une turque et l'autre taïwanaise, peuvent encore lui vendre des bouteilles. « Bien sûr, admet la secrétaire d'Etat, Air liquide préférerait avoir accès à une source d'approvisionnement intracommunautaire. Mais le prix de production doit être crédible. »

Après avoir longtemps fait la sourde oreille, l'Etat dit aujourd'hui s'impliquer dans la recherche d'un repreneur. « Mais un repreneur solide, avec un vrai projet industriel », insiste Agnès Pannier-Runacher, qui évoque un acteur régional, intéressé par l'hydrogène. L'usine de Gerzat pourrait-elle continuer à fabriquer des bouteilles d'oxygène à usage médical? « A cause de l'épidémie de Covid-19, une proposition concernant l'oxygène pourrait être incluse dans le projet. »

Quant à Luxfer Gas Cylinders, la secrétaire d'Etat se fait fort de trouver les arguments pour convaincre ses dirigeants. En attendant, le groupe, coté au New York Stock Exchange, fait d'excellentes affaires. Entre le 12 mars et le 13 avril, le cours de l'action Luxfer a crû de plus de 30 %. Pour la seule séance du 17 mars, premier jour du confinement en France, elle avait même bondi de presque 20 %. ■

RAPHAËLLE RÉROLLE

« SANS DOUTE ONT-ILS VOULU MAXIMISER LEURS PROFITS POUR RÉMUNÉRER LEURS ACTIONNAIRES »

CHRISTINE PIRÈS-BEAUNE
députée PS